

Le logement

C'était là le grand principe humanitaire des libéraux en octobre 1979. Le ministre, qui se fait depuis le champion de la cause féminine a fait connaître le principe qu'affichaient les libéraux quand ils étaient dans l'opposition.

Voyons un peu ce qu'on dit d'autre les libéraux à cette époque-là. Lors de la campagne électorale, voici ce qu'avait déclaré le premier ministre à propos des taux d'intérêt, comme en témoigne le numéro du 10 février 1980 du *Star* de Toronto:

Je généralisais l'économie d'une façon telle que les taux d'intérêt baisseraient effectivement—car l'économie serait administrée d'une façon plus saine.

Il y a vraiment de quoi rire, monsieur l'Orateur, à entendre le premier ministre prétendre que les taux d'intérêt baisseraient grâce à sa gestion de l'économie. Cet hypocrite n'a même pas cherché à gérer l'économie. Quand il a voulu le faire il y a un mois ou deux, ce fut un désastre. Encore une fois, lors de la campagne électorale, d'après le numéro du 4 février 1980 du *Sun* de Toronto, il a déclaré:

Je suis persuadé que nous pouvons gérer l'économie d'une façon qui nous permettrait de faire fléchir les taux d'intérêt actuels et, en même temps, jouir d'une plus grande autonomie dans l'établissement de la politique du loyer de l'argent.

Si le premier ministre était persuadé qu'une administration plus saine de l'économie pouvait faire baisser les taux d'intérêt, pourquoi n'a-t-il rien fait depuis? Nous savons qu'il s'est rendu dans pratiquement tous les pays du globe. Mais au cours de ses voyages, il semble avoir oublié le problème posé par les taux d'intérêt et les méthodes avec lesquelles il se proposait de gérer l'économie pour ramener ces taux à des niveaux plus raisonnables.

Écoutons ce que le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) affirmait à la Chambre le 25 octobre 1979:

Je déplore ces taux élevés... Le ministre a pris la décision de les imposer... Je ne suis pas prêt à dire tout de suite que c'était la bonne décision.

C'était l'actuel président du Conseil du Trésor qui parlait. Mais que nous dit-il aujourd'hui? À l'époque, il n'était pas prêt à reconnaître que cette décision était la bonne quand les taux d'intérêt étaient de 14 p. 100; mais quand ces mêmes taux ont grimpé à 19 p. 100 et même à 21.5 p. 100, il occupait déjà le poste de président du Conseil du Trésor. Aujourd'hui, il est prêt à reconnaître l'opportunité de cette décision, puisqu'il est du côté du parti au pouvoir. Le président du Conseil du Trésor estime que c'était la bonne décision. Peu lui importe que les taux d'intérêt atteignent 21 ou 22 p. 100. Il déplore qu'ils soient de 14 p. 100 quand il ne fait pas partie du gouvernement. Autrement il ne trouve rien à redire alors qu'il pourrait y faire quelque chose. Cette chambre me répugne. Elle est remplie d'hypocrites qui parlaient autrement quand ils n'étaient pas au pouvoir. Depuis qu'ils gouvernent, ils n'ont rien fait de ce qu'ils prétendaient vouloir accomplir quand ils étaient dans l'opposition.

Quel était le programme des libéraux en matière de logement au cours de la dernière campagne électorale? Ils ont bien trop honte de l'autre côté pour se manifester, ne serait-ce qu'en beuglant, caquetant et même hurlant. En nous entendant énumérer leurs trahisons, ils ne savent plus où se mettre. Voici quelle était la politique des libéraux en matière de logement en 1979-1980:

Notre politique s'inspire des principes fondamentaux consistant, d'une part, à venir en aide aux personnes ayant des revenus modestes pour leur assurer un logement décent et, de l'autre, à faciliter l'acquisition d'un logement pour que davantage de Canadiens puissent choisir entre la location et l'achat.

Tel était le grand principe dont se recommandait le ministre du logement lorsqu'il n'était pas au pouvoir. Maintenant qu'il est au pouvoir, il se moque pas mal d'aider les gens ayant des revenus modestes à se trouver un toit ou de mettre l'achat d'une maison à la portée d'un plus grand nombre de Canadiens. Il s'est contenté de présenter ce bill insignifiant, sans mordant qu'il va nous forcer à adopter en imposant la clôture. Ce bill qu'il nous a présenté est un avorton bien pitoyable.

A part cela, qu'a dit ce monsieur? Je ne vais pas trop insister, car c'est trop douloureux. Le 12 janvier 1980, le premier ministre exposait à Toronto son programme économique à nos concitoyens. Voici ce qu'il a dit:

Notre parti ne laissera pas sans rien faire la récession s'installer. Nous la combattrons et la vaincrons.

Tel était le grand principe des libéraux le 12 janvier 1980. Ils ne laisseraient pas, disaient-ils, la récession s'installer. Ils la combattraient et la vaincraient. Avons-nous vu quelqu'un mater et surmonter une récession dernièrement? Avons-nous vu quelqu'un se battre pour juguler une récession depuis que le présent gouvernement est revenu au pouvoir en mars 1980? Je n'ai vu qu'une poignée de personnages falots perdre tous leurs moyens devant une récession. Le ministre des Finances (M. MacEachen) a déposé ici même, à la Chambre, le pire budget jamais présenté qui ne fait exactement rien pour combattre la récession mais qui plutôt la rend dix fois pire.

Qu'ont dit les libéraux après être revenus au pouvoir? Je serai très bref car je n'aime pas imposer une punition de ce genre aux pauvres imbéciles d'en face. Voici ce qu'ils disent depuis qu'ils sont revenus au pouvoir. Le ministre des Finances a déclaré, comme en fait foi la *Gazette* de Montréal du 19 mars 1980:

Les propriétaires canadiens obtiendront un allègement de leurs intérêts hypothécaires en partie selon l'accord sur le pétrole qu'Ottawa réussira à conclure avec l'Alberta, a déclaré le ministre des Finances Allan MacEachen.

Il disait que la réduction des taux d'intérêt hypothécaires dépendrait de l'entente conclue entre le gouvernement fédéral et l'Alberta. A ce moment-là, il commençait à peine sa carrière comme le plus finaud des ministres des Finances que nous ayons connus. A l'automne de 1981, le gouvernement fédéral a conclu avec l'Alberta une entente sur le pétrole qui donne au ministre des milliards de dollars de recettes supplémentaires. Les impôts indirects ont augmenté de 54 p. 100 ou de 8 milliards de dollars cette année. Le ministre des Finances a donc l'argent nécessaire. Pourquoi ne met-il pas sur pied le programme visant à faire baisser les taux d'intérêt hypothécaires qui, selon lui, dépendaient des négociations sur le pétrole? Il a essayé de blâmer l'Alberta pour l'absence de ce programme. Ensuite, il s'est rendu à Halifax où il a déclaré le 9 septembre 1980: «C'est pour créer des emplois, améliorer le niveau de vie et établir un système plus équitable que j'ai accepté le poste de ministre des Finances.» Jamais propos aussi vantards n'ont été tenus par quelqu'un qui a moins fait pour y donner suite. Il a accepté son poste pour créer des emplois, améliorer le niveau de vie et établir un système plus équitable. Quelle foutaise! Quelle déception qu'il ne démissionne pas dès aujourd'hui! S'il avait le moindre courage ou s'il était le moins dément honnête, il battrait sa coulpe devant nous tous à la Chambre à cause de son échec après s'être vanté à Halifax, en Nouvelle-Écosse, le 9 septembre 1980. Puis, quelques mois plus tard, le 21 novembre 1980, la *Presse canadienne* publiait les propos suivants: